



Quand les officiers s'engagent, l'État se désengage ! Voici la traduction concrète du refus d'obstacle du Guichet Unique de la DGAFP qui balaye d'un revers de main le projet de révision du décret statutaire du corps de commandement, rejetant la faute sur le contexte politique et budgétaire actuel. **Le ministère de l'Intérieur serait-il un bateau ivre pour qu'on laisse à ce point le corps de commandement taper l'iceberg sans réagir ?**

LES PROMESSES DE L'ÉTAT

- Abaissement du seuil statutaire de promouvabilité des commandants de police de 12 à 9 ans et/ou à partir du 7ème échelon de capitaine;
- Avancement sur poste difficile en 8 ans;
- Réduction du 7ème échelon de capitaine de 6 mois.

LA TRADUCTION DE BERCY



LA COLÈRE MONTE DANS LES RANGS

Alors que l'instabilité politique n'a jamais été aussi grande sous la Ve République, que la crise financière et budgétaire dépasse l'entendement et que le risque de chaos monte, l'État continue de faire la sourde oreille face aux alertes et aux propositions du SCSI-Cfdt, empreintes de pragmatisme et de raison.

Sans réaction de l'État, et sans mesure choc, la Police nationale et le corps de commandement courent à la catastrophe !



Loin des gesticulations d'un syndicat complètement absent des débats, qui s'agite dans une course à la communication stérile en proposant des mesures populistes aux catégories A, le SCSI-Cfdt appelle à un sursaut de nos politiques guidé par la sagesse et la conscience de l'état actuel du corps des officiers.

**L'ÉTAT DOIT TENIR SA PAROLE : LA CONFIANCE SE BUDGÈTE AUSSI.
LE SCSI-CFDT Y VEILLERA SANS RELÂCHE !**